consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁰,

1. *Décide* que :

a) A compter du 1^{er} juillet 1971, les paragraphes 1 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies seront modifiés comme suit :

“Annexe I, paragraphe 1. — Traitements et indemnités

“Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, ayant un statut équivalant à celui de chef du secrétariat d'une grande institution spécialisée, reçoit un traitement de 47 000 dollars des Etats-Unis par an; les Secrétaires généraux adjoints reçoivent un traitement de 43 750 dollars des Etats-Unis par an et les Sous-Secrétaires généraux reçoivent un traitement de 39 150 dollars des Etats-Unis par an — sous réserve du barème des contributions du personnel figurant à l'article 3.3 du Statut du personnel et, le cas échéant, des ajustements (indemnités de poste ou déductions). S'ils remplissent par ailleurs les conditions requises, ils reçoivent les indemnités dont les fonctionnaires bénéficient d'une manière générale.”

“Annexe I, paragraphe 3. — Barème des traitements

“Sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de la présente annexe, le barème des traitements des fonctionnaires de la catégorie des directeurs et des administrateurs généraux et de la catégorie des administrateurs est le suivant — sous réserve du barème des contributions du personnel figurant à l'article 3.3 du Statut et, le cas échéant, des ajustements (indemnités de poste ou déductions) :

(En dollars des Etats-Unis)

Directeurs et administrateurs généraux

Directeur 31 200 dollars jusqu'à 33 720 dollars, par augmentations périodiques de 840 dollars

Administrateur général 26 000 dollars jusqu'à 31 040 dollars, par augmentations périodiques de 840 dollars

Administrateurs

Administrateur hors classe .. 22 700 dollars jusqu'à 28 550 dollars, par augmentations périodiques de 650 dollars

Administrateur de 1^{re} classe 18 120 dollars jusqu'à 24 280 dollars, par augmentations périodiques de 560 dollars

Administrateur de 2^e classe 14 690 dollars jusqu'à 20 450 dollars, par augmentations périodiques de 480 dollars

Administrateur adjoint de 1^{re} classe 11 820 dollars jusqu'à 15 820 dollars, par augmentations périodiques de 400 dollars

Administrateur adjoint de 2^e classe 9 010 dollars jusqu'à 12 340 dollars, par augmentations périodiques de 370 dollars.”

⁴⁰ *Ibid.*, vingt-cinquième session, Supplément n° 8A (A/8008/Add.1 à 15), document A/8008/Add.3.

b) Aux fins de l'application du paragraphe 9 de l'annexe I du Statut du personnel :

i) Chaque fois que le coût de la vie augmente ou diminue de 5 p. 100 par rapport à la nouvelle base, les montants de l'ajustement (indemnité de poste ou déduction) sont, dans toutes les régions où se trouve un siège principal et, en règle générale, dans tous les autres bureaux, ceux que le Secrétaire général a indiqués dans l'annexe III de son rapport;

ii) L'indice Nations Unies de l'ajustement à Genève s'établira à 100 en janvier 1969, au lieu de 100 au 1^{er} janvier 1966, du fait de l'incorporation aux traitements de base du montant correspondant à deux classes de l'indemnité de poste, et les indices des ajustements dans tous les autres lieux d'affectation seront ajustés en conséquence de 100/110 à compter du 1^{er} juillet 1971;

2. *Décide* qu'aucun nouvel ajustement du barème des traitements de base des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur ne sera effectué jusqu'au moment où l'étude demandée dans la résolution 2743 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1970, sera achevée et où ses résultats seront approuvés par l'Assemblée.

1933^e séance plénière,
17 décembre 1970.

2743 (XXV). Création du Comité spécial pour la révision du régime des traitements des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur⁴¹ ainsi que le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴²,

Convaincue que le principe Noblemaire, qui sert de base au régime des traitements des fonctionnaires internationaux, a conduit à un certain nombre d'anomalies graves dans son application contemporaine,

Notant que le système d'établissement des traitements des agents des services généraux a également suscité, dans certaines régions, des difficultés et une inquiétude considérables,

Tenant compte du fait qu'il n'y a pas eu d'étude approfondie du régime commun des Nations Unies en matière de traitements, indemnités, primes, pensions et autres prestations depuis 1956,

Rappelant sa résolution 975 (X) du 15 décembre 1955 portant création du Comité d'étude du régime des traitements, dont le rapport⁴³ indiquait que, à mesure que s'accroîtraient les effectifs et la complexité de la fonction publique internationale, il faudrait apporter des modifications au système que le Comité recommandait alors,

1. *Décide* de créer un Comité spécial pour la révision du régime des traitements des Nations Unies, qui sera composé d'experts nommés par les gouver-

⁴¹ *Ibid.*, vingt-cinquième session, Annexes, point 73 de l'ordre du jour, documents A/C.5/1303 et Add.1.

⁴² *Ibid.*, vingt-cinquième session, Supplément n° 8A (A/8008/Add.1 à 15), document A/8008/Add.3.

⁴³ *Ibid.*, onzième session, Annexes, point 51 de l'ordre du jour, document A/3209 (fascicule séparé).

nements de onze Etats Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale compte dûment tenu de l'équilibre géographique, étant entendu que ces Etats nommeront, pour siéger à ce comité, des personnes d'une compétence et d'une expérience reconnues;

2. *Prie* le Comité spécial d'entreprendre une étude approfondie des principes et des critères qui, à long terme, devraient régir tout le régime commun des Nations Unies en matière de traitements, indemnités, primes, pensions et autres prestations et de rendre compte, notamment, de ses conclusions et recommandations en ce qui concerne :

a) La structure des catégories et des classes qui permettrait le mieux à la fonction publique internationale de s'acquitter de ses fonctions avec efficacité et à un coût raisonnable;

b) La base du régime;

c) Les principes qui devraient régir l'établissement des barèmes des traitements et les autres conditions d'emploi pour les diverses catégories;

d) Le montant des traitements et des indemnités, ainsi que les avantages complémentaires pour les diverses classes;

e) Toutes autres questions concernant le régime qu'il jugerait pertinentes;

3. *Suggère* que le Comité spécial constitue les groupes ou les organes subsidiaires d'experts nécessaires pour faire en sorte qu'un temps suffisant soit consacré à l'examen des questions étudiées;

4. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité administratif de coordination et le Comité spécial, de prendre les dispositions voulues pour fournir l'assistance supplémentaire en matière de personnel ou de consultants dont le Comité spécial pourrait avoir besoin;

5. *Prie* le Secrétaire général :

a) De communiquer au Comité spécial les rapports des précédents comités d'étude, les vues exprimées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et les comptes rendus analytiques des débats pertinents de la Cinquième Commission;

b) D'inviter les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées appliquant le régime commun des Nations Unies, les institutions spécialisées elles-mêmes et les associations du personnel des organisations à faire connaître leurs observations et leurs vues en ce qui concerne le régime des traitements et les modifications éventuelles qui pourraient y être apportées, et de communiquer ces observations et ces vues au Comité spécial;

6. *Invite* le Comité spécial à recueillir des renseignements auprès de toute autre source qu'il jugerait utile;

7. *Invite* le Comité consultatif de la fonction publique internationale à exprimer ses vues au sujet du rapport du Comité spécial;

8. *Prie* le Comité spécial de communiquer son rapport, ainsi que les observations du Comité consultatif de la fonction publique internationale, par l'intermédiaire du Secrétaire général en sa qualité de président du Comité administratif de coordination, à l'Assemblée générale lors de sa vingt-sixième session.

1933^e séance plénière,
17 décembre 1970.

* * *

A la 1933^e séance plénière, le 17 décembre 1970, le Président de l'Assemblée générale a annoncé que, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution ci-dessus, il avait désigné les Etats Membres suivants : ARGENTINE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, INDE, JAPON, NIGER, NIGÉRIA, PÉROU, POLOGNE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

A la même séance, l'Assemblée générale a confirmé ces désignations.

2744 (XXV). Programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration et agrandissement du Palais des Nations

L'Assemblée générale

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur le programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations à Genève⁴⁴, ainsi que de son rapport sur l'agrandissement du Palais des Nations⁴⁵;

2. *Approuve* le programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations exposé dans le rapport du Secrétaire général et les dispositions relatives au remboursement du prêt figurant dans ce rapport⁴⁶, ainsi que les mesures concernant l'agrandissement du Palais des Nations prévues dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁷.

1933^e séance plénière,
17 décembre 1970.

2745 (XXV). Locaux de l'Organisation des Nations Unies à Bangkok et à Addis-Abéba

L'Assemblée générale

1. *Prend acte avec satisfaction* des rapports du Secrétaire général relatifs aux locaux de l'Organisation des Nations Unies à Bangkok⁴⁸ et à Addis-Abéba⁴⁹ ainsi que du rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁵⁰;

2. *Accepte avec gratitude* les offres généreuses des gouvernements des pays hôtes⁵¹;

3. *Approuve* les observations et recommandations du Comité consultatif⁵²;

4. *Autorise* le Secrétaire général à procéder, compte tenu desdites observations et recommandations, conformément aux propositions contenues dans ses rapports⁵³;

⁴⁴ *Ibid.*, vingt-cinquième session, Annexes, point 73 de l'ordre du jour, document A/C.5/1332.

⁴⁵ *Ibid.*, document A/C.5/1331.

⁴⁶ *Ibid.*, document A/C.5/1332, par. 30.

⁴⁷ *Ibid.*, vingt-cinquième session, Supplément n° 8A (A/8008/Add.1 à 15), document A/8008/Add.8, par. 30.

⁴⁸ *Ibid.*, vingt-cinquième session, Annexes, point 73 de l'ordre du jour, document A/C.5/1325; A/C.5/1325/Add.1.

⁴⁹ *Ibid.*, document A/C.5/1328; A/C.5/1328/Add.1.

⁵⁰ *Ibid.*, vingt-cinquième session, Supplément n° 8A (A/8008/Add.1 à 15), document A/8008/Add.12.

⁵¹ *Ibid.*, vingt-cinquième session, Annexes, point 73 de l'ordre du jour, documents A/C.5/1325, par. 21, al. b, et A/C.5/1328, par. 17, al. b.

⁵² *Ibid.*, vingt-cinquième session, Supplément n° 8A (A/8008/Add.1 à 15), document A/8008/Add.12, par. 27 à 36.

⁵³ *Ibid.*, vingt-cinquième session, Annexes, point 73 de l'ordre du jour, documents A/C.5/1325, par. 21 et 22, et A/C.5/1328, par. 17 et 18.